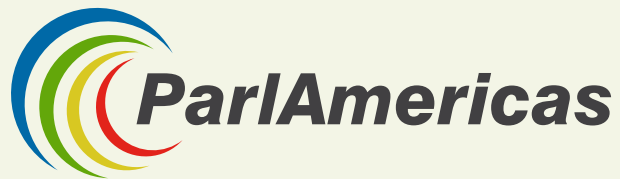


FAITS SAILLANTS 2016



PHOTOGRAPHIES

Avec la permission des parlements hôtes et des organisations partenaires

TABLE DES MATIÈRES

4	Message de la Présidente de ParlAmericas	16	1 ^{ère} Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert
5	Message de la Présidente du Groupe des femmes parlementaires	20	8 ^e Rencontre du Groupe des femmes parlementaires
6	Message du Président du Réseau pour un parlement ouvert	23	1 ^{ère} Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique
7	Message du Président du Réseau parlementaire sur le changement climatique — ParlAmericas	26	Égalité des sexes dans le processus électoral : l'expérience des femmes candidates
8	À propos de ParlAmericas	28	Pratiques en matière de transparence parlementaire, d'éthique et de probité
9	Corps législatifs nationaux représentés dans notre Conseil d'administration	30	Caucus multipartites pour l'égalité des sexes
10	Partenaires	32	Délégation parlementaire pour les élections présidentielles des États-Unis en 2016
12	2016 en un coup d'œil	34	En perspective : Assemblée plénière
14	Harcèlement politique fondé sur le genre : accroître la sensibilisation au sein des parlements	46	Activités et finances

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS

Chères et chers collègues,

C'est avec grand plaisir que je vous écris aujourd'hui pour vous présenter notre rapport annuel. Au fil des pages, vous pourrez vous rendre compte du travail effectué par ParlAmericas en 2016, principalement par le biais de ses plates-formes en faveur de l'égalité des sexes, de la transparence parlementaire et de la lutte contre le changement climatique. Le développement de nos activités, mais également la reconnaissance de notre organisation dans l'hémisphère sont la preuve des progrès considérables que nous avons réalisés.

À cet effet, nous avons réaffirmé notre mémorandum d'entente avec l'Organisation des États Américains (OEA) et en avons signé de nouveaux avec la Commission interaméricaine des femmes de l'OEA et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. L'année 2016 a marqué le 15^e anniversaire de ParlAmericas en tant que forum indépendant destiné aux 35 corps législatifs nationaux des Amériques et des Caraïbes, contribuant à la diplomatie parlementaire dans le système interaméricain et créant des plates-formes de dialogue politique coopératif en vue de partager les expériences et les bonnes pratiques législatives.

Je suis reconnaissante de la confiance que vous m'avez accordée en m'élisant à nouveau présidente de ParlAmericas. Je réitère mon

engagement à œuvrer avec ardeur dans l'intérêt de notre institution. Nous continuerons à élargir nos horizons au cours de l'année 2017 en vue de promouvoir la démocratie et de renforcer nos parlements.

Cordialement,

MARCELA GUERRA

Sénatrice, Mexique

Présidente de ParlAmericas

 [SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @MARCELAGUERRANL](#)



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES

Chères et chers collègues,

L'année 2016 s'est révélée très productive pour le Groupe des femmes parlementaires. À travers ce rapport, je suis très heureuse de partager avec vous les moments forts de nos activités.

La question du harcèlement politique à caractère sexiste a constitué une priorité dans notre volonté d'éliminer tous les obstacles à la participation des femmes à la vie publique. Ce thème a fait l'objet d'une rencontre interparlementaire qui s'est déroulée à Sainte-Lucie. Nous avons également lancé une carte interactive en ligne sur le sujet, dont nous nous sommes servis pour mettre en avant des exemples de ce phénomène dans la région.

Lors de la 8^e rencontre annuelle de notre Groupe, qui s'est tenue en Équateur, nous avons insisté sur l'importance de la diversification du pouvoir politique visant à inclure les voix de tous les citoyens dans notre volonté de bâtir des sociétés plus fortes et plus inclusives. Nous avons également étudié les mécanismes permettant de favoriser la participation des femmes à la vie politique et de créer des corps législatifs tenant compte de la disparité entre les sexes par le biais de rencontres interparlementaires au Guatemala et au Canada. De plus, en 2016 nous avons adopté un plan de travail conjoint avec le Bureau régional de l'ONU Femmes pour l'Amérique latine et les Caraïbes, marquant

l'anniversaire de notre mémorandum d'entente.

L'année 2017 a démarré en force avec la 3^e édition du *Forum parlementaire Beijing+20* (Programme d'action de Beijing), ayant eu lieu au Chili au mois de janvier et auquel a participé la Présidente Michelle Bachelet, et je me réjouis des développements et des progrès que nous réaliserons cette année.

Au nom du Groupe des femmes parlementaires, je vous remercie pour votre soutien, pour votre participation ainsi que pour votre engagement dans la réalisation de ce programme essentiel. J'attends avec impatience de poursuivre nos efforts vers la pleine égalité des sexes.

Meilleurs vœux,

GINA GODOY

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

Présidente du Groupe des femmes parlementaires

.....

[SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @GINAGODOYANDRAD](#)



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT

Chères et chers collègues,

C'est un honneur pour moi de vous écrire en tant que président du Réseau pour un parlement ouvert. L'année 2016 a marqué notre première rencontre à Asuncion, au Paraguay, au cours de laquelle nous avons approuvé la *Feuille de route pour la transparence parlementaire*, élaborée par des parlementaires en collaboration avec des organisations de la société civile. Ensemble, nous sommes parvenu(e)s à concrétiser ce document encourageant la transparence, la responsabilisation, la participation citoyenne et l'éthique et la probité au sein des parlements d'Amérique latine et des Caraïbes. Cet effort commun a permis à nos pouvoirs législatifs de mettre en place des plans d'action et des mesures concrètes en faveur de la transparence parlementaire.

Nous continuerons en 2017 à soutenir les parlements de notre hémisphère dans la mise en œuvre des engagements définis dans notre *Feuille de route*. ParlAmericas offrira la possibilité aux parlementaires de partager leurs expériences et meilleures pratiques en matière de mécanismes et réformes institutionnelles, développés en vue de ces engagements. Nous faisons tout notre possible pour rendre les congrès plus ouverts et représentatifs et nous efforçons de continuer à renforcer le travail accompli par nos institutions afin de rétablir la

confiance des citoyens dans celles-ci et dans le système démocratique.

Je vous encourage à continuer à mettre en place des initiatives et actions en faveur de la transparence parlementaire dans vos pays respectifs et je vous remercie pour vos contributions et engagements au sein de notre réseau. Je tiens à vous présenter mes meilleures salutations et j'espère que nous pourrions nous retrouver bientôt afin de poursuivre notre travail vers la mise en place de parlements plus ouverts dans les Amériques et les Caraïbes.

Cordialement,

Hernán Larraín

HERNÁN LARRAÍN

Sénateur, Chili

Président du Réseau pour un parlement ouvert

.....
🐦 [SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @HERNANLARRAINF](#)



MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE – PARLAMERICAS

Chères et chers collègues,

En 2015, j'ai eu l'honneur d'accueillir la 12^e Assemblée plénière de ParlAmericas. Le principal engagement pris lors de cette rencontre a été le renforcement du programme législatif sur la protection et la conservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, dimension fondamentale du développement durable.

Depuis lors, nous avons œuvré en vue de la réalisation de cet objectif. En 2016, ParlAmericas et Parlatino ont organisé une rencontre commune intitulée *Action parlementaire pour arrêter le changement climatique*, au cours de laquelle les parlementaires des Amériques et des Caraïbes ont créé le Réseau parlementaire sur le changement climatique. Ce dernier vise à coordonner les efforts des parlementaires, spécialistes et organisations de la société civile centrés sur l'élaboration de lois, réformes et plans d'action dans chacun de nos pays.

En tant que parlementaires, nous cherchons à combler le fossé qui sépare les citoyens, les gouvernements et les décisions prises au niveau mondial, en prenant en compte le fait que les lois nationales et les accords internationaux doivent participer à leur renforcement. Ces éléments nous placent ainsi au centre de la réponse aux changements climatiques.

Je vous présente mes plus sincères salutations et vous invite à continuer à travailler ensemble vers la conception de stratégies législatives autour d'un programme commun nous permettant de contribuer à la réduction des changements climatiques et à notre adaptation à ce phénomène.

Cordialement,

JAVIER ORTEGA

*Membre de l'Assemblée nationale, Panama
Président du Réseau parlementaire sur le changement climatique — ParlAmericas*



.....
 [SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @VOTAPATACON](#)

À PROPOS DE PARLAMERICAS



*ParlAmericas est un forum indépendant qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN***



*ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE***



*ParlAmericas est composé des **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des États membres de l'OEA de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes*



*ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité*



*ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRACTIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF***



*ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX***



*PalAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif*



*ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA***

CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration (à partir de décembre 2016 ; 13^e Assemblée plénière de ParlAmericas) :

MARCELA GUERRA, présidente. Sénatrice, Mexique

ROBERT D. NAULT, 1^{er} vice-président. Député, Canada

GINA GODOY, 2^e vice-présidente et présidente du Groupe des femmes parlementaires. Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

HERNÁN LARRAÍN, 2^e vice-président et président du Réseau pour un parlement ouvert. Sénateur, Chili

JAVIER ORTEGA, 2^e vice-président et président du Réseau parlementaire sur le changement climatique — ParlAmericas. Membre de l'Assemblée nationale, Panama

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son Conseil d'administration est composé de 20 législateurs(rices) élu(e)s par leurs pairs, qui représentent 15 pays d'Amérique du Nord, du Sud, centrale et des Caraïbes.

En outre, le Conseil d'administration inclut des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains.



PARTENAIRES

Outre les parlements membres, ParlAmericas s'associe régulièrement à des organisations de la société civile et multilatérales en vue de maximiser les résultats par le biais d'efforts de programmation complémentaires. Nous leur sommes reconnaissants pour leur contribution en matière d'expertise et de ressources dans nos projets au cours de l'année écoulée et sommes impatients de nous appuyer sur ces collaborations pour promouvoir le renforcement de la démocratie, la transparence parlementaire, l'égalité des sexes et le développement durable dans les Amériques.

En 2016, ParlAmericas a signé de nouveaux mémorandums d'entente avec la Commission interaméricaine des femmes (CIM-OEA) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et a réaffirmé son mémorandum d'entente avec l'Organisation des États Américains (OEA).

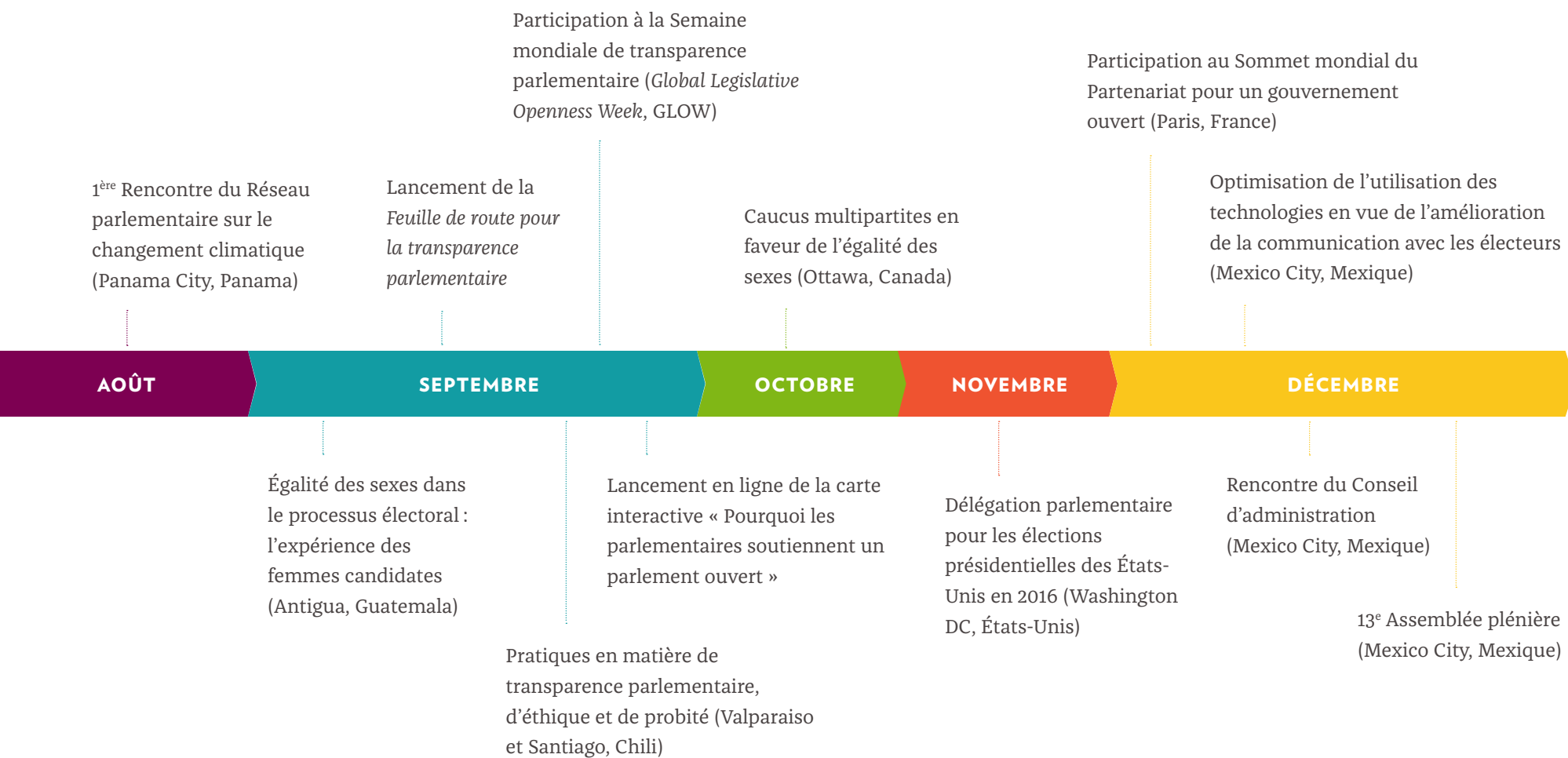




AVIS : ParlAmericas reconnaît aussi les contributions du Département de la coopération électorale et de l'observation des élections (DECO, selon le sigle anglais) de l'Organisation des États Américains (OEA) et du Centre des femmes en politique et leadership public de l'Université Carleton.

2016 EN UN COUP D'ŒIL







Le **HARCÈLEMENT POLITIQUE FONDÉ SUR LE GENRE** inclut l'intimidation, la coercition ou la violence à l'encontre des femmes et des autres groupes marginalisés pour leur activité dans la vie politique et publique, propres à aggraver la discrimination liée au genre. En politique parlementaire, cette discrimination inclut l'emploi d'un langage sexiste, d'une couverture médiatique partielle, de moyens de pression visant à faire renoncer à un poste élu ou encore de violences physiques en vue de dissuader les femmes de participer à la vie politique.

HARCÈLEMENT POLITIQUE FONDÉ SUR LE GENRE : ACCROÎTRE LA SENSIBILISATION AU SEIN DES PARLEMENTS

DATE

26 et 27 janvier 2016

LIEU

Castries, Sainte-Lucie

PARTICIPANTS

34 parlementaires et anciens parlementaires de 11 pays

La réunion a été accueillie par l'Assemblée législative de Sainte-Lucie et inspirée de la Rencontre du Groupe des femmes parlementaires de 2015. Elle avait pour objectif d'approfondir le sujet du harcèlement politique fondé sur le genre du point de vue des parlementaires dans les pays anglophones des Caraïbes.

Une fois le message de bienvenue prononcé par l'honorable **Claudius James Francis**, président du Sénat (Sainte-Lucie), l'honorable **Peter Foster**, président de l'Assemblée législative (Sainte-Lucie), et la représentante parlementaire, l'honorable **Alvina Reynolds** (Sainte-Lucie), ministre de la santé, du bien-être, des services à la personne et des relations sociales, les délégué(e)s ont assisté aux présentations des spécialistes **Tonni Brodber**, représentante adjointe du Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, **UnaMay Gordon**, coordinatrice

du *Caribbean Institute for Women in Leadership* (Institut des Caraïbes pour le leadership féminin, CIWiL, *traduction non officielle*), et la sénatrice **Irene Sandiford-Garner** (Barbade) s'exprimant au nom de la Commission interaméricaine des femmes (CIM, selon le sigle espagnol) de l'Organisation des États Américains (OEA). Ces présentations ont mis en évidence la part intégrante de l'inégalité des sexes dans les inégalités de pouvoir culturelles et historiques au sein des institutions politiques, y compris les parlements. Les membres du comité et les délégué(e)s ont alors déterminé que la prise de mesures collectives et individuelles, l'éducation et le dialogue interpartis constituaient des éléments indispensables à la lutte contre les préjugés et la discrimination à caractère sexiste.

La manifestation structurelle des préjugés sexistes dans la cité parlementaire en tant que

lieu de travail a été étudiée de manière plus détaillée par un panel d'anciens parlementaires, **Jeanine Compton-Antoine** (Sainte-Lucie), l'honorable **Jean Augustine** (Canada), Dr. **Rosemarie Husbands-Mathurin** (Sainte-Lucie) et Dame **Billie Miller** (Barbade), qui ont témoigné de leurs propres difficultés et ont présenté les techniques efficaces qui leur ont permis de lutter contre le harcèlement politique à caractère sexiste.

Ces présentations ont été suivies de débats sur la représentation médiatique des femmes politiques, au cours desquels les délégué(e)s ont partagé leurs recommandations pouvant être appliquées lors d'interactions avec les médias. Les parlementaires peuvent également utiliser les techniques suivantes pour dissuader les préjugés sexistes :

- Effectuer des recherches approfondies avant de participer à une entrevue. Contrôler le calendrier de ses engagements et ne faire des commentaires qu'une fois à l'aise avec le sujet
- Communiquer avec les intervieweurs de manière à établir une relation professionnelle et respectueuse
- Essayer d'écouter et de dialoguer directement avec le public directement pour obtenir son soutien et guider les discussions



- Développer une stratégie de communication intégrant des pratiques traditionnelles et les médias sociaux

Les délégué(e)s ont également examiné des pistes législatives afin de lutter contre le harcèlement politique à caractère sexiste par le biais de discussions centrées sur la manière dont les systèmes électoraux et les structures des partis politiques pourraient tenir davantage compte de la parité hommes-femmes. Le manque de données régionales sur les expériences et la compréhension du harcèlement politique basé sur le genre et sur l'efficacité des différentes politiques dans la gestion de la situation dans les pays anglophones des Caraïbes a également été mentionné et souligné par la Dr. **Gabrielle Hosein** de l'*Institute for Gender and Development Studies* (Institut pour l'étude du genre et développement, *traduction non officielle*) de l'Université des Indes occidentales, qui a encouragé les délégué(e)s à participer à des projets de recherche afin de combler cet écart.

La réunion s'est conclue par une réflexion sur les éléments importants à retenir ainsi que sur le développement de programmes de travail individuels. Ces derniers incluent des engagements visant à soutenir la recherche et les initiatives pédagogiques en matière de harcèlement politique basé sur le genre, outre l'engagement auprès des jeunes en vue de la transformation des attitudes culturelles et de l'établissement de structures de soutien au sein des partis politiques et des caucuses parlementaires en faveur de l'égalité des sexes.

Un rapport détaillé concernant cette réunion est disponible dans la [section sur l'égalité des sexes du site web de ParlAmericas](#).

« Les mesures prises à l'encontre des femmes dans la région sont particulièrement extrêmes. Ce type de forum constitue une manière organisée d'inciter les femmes à lutter et à participer à des actions positives afin de mettre un terme au harcèlement politique et à encourager davantage de femmes à occuper des mandats électifs. »



Membre de la Chambre des représentants, l'honorable **BEVERLY CASTILLO** (Belize), ministre d'état pour l'immigration

« Je suis déterminée à m'exprimer davantage sur le sujet et à apporter un plus grand soutien aux victimes. »



Membre de la Chambre des représentants, l'honorable **EMMALIN PIERRE** (Grenade), ministre de la jeunesse, des sports et des affaires religieuses

« J'ai été en contact direct avec le harcèlement politique car j'en ai été victime pendant plus de vingt ans. J'ai été stupéfaite de la généralisation du phénomène dans la région et dans le monde. J'ai désormais une connaissance approfondie des nombreuses stratégies que je peux élaborer et mettre en œuvre. »



Membre du Parlement **CYNTHIA FORDE** (Barbade)



Le **PARLEMENT OUVERT**, également connu sous le nom de transparence parlementaire, est une nouvelle forme d'interaction entre les citoyens et les corps législatifs favorisant la transparence des parlements en vue de garantir l'accès aux informations publiques, la responsabilisation, la participation citoyenne ainsi que les normes élevées d'éthique et de probité dans le travail législatif.

1^{ÈRE} RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT

#OPN2016

THÈME

Feuille de route pour la transparence parlementaire : transparence, responsabilisation, participation citoyenne et éthique

DATE

26 et 27 mai 2016

LIEU

Asuncion, Paraguay

PARTICIPANTS

Plus de 60 parlementaires et représentant(e)s de la société civile de 20 pays

La 1^{ère} Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) a été accueillie par le Sénat du Paraguay et représentait l'aboutissement d'une série de réunions de travail entre les parlementaires et les organisations de la société civile visant à co-crée une *Feuille de route pour la transparence parlementaire* dans l'hémisphère.

Les parlementaires de l'hémisphère se sont rassemblés à Asuncion, au Paraguay, en vue de discuter de ces grandes lignes, qui traduisent les principes de la transparence parlementaire en mesures concrètes. Les législateurs(rices) et leurs parlements peuvent les mettre en œuvre par le biais de plans d'action nationaux ou d'initiatives favorisant la transparence parlementaire.

La rencontre a débuté par un message de bienvenue de l'hôte, la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), qui était accompagnée de la séné-

trice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente de ParlAmericas, du sénateur **Hernán Larraín** (Chili), président du RPO, ainsi que de **Hugo Velázquez Moreno**, président de la Chambre des députés (Paraguay), et de **Mario Abdo Benítez**, président du Sénat (Paraguay). La présence de ces derniers a ainsi souligné l'importance de la rencontre, qui constituait un précédent pour la coordination hémisphérique et la collaboration structurée avec la société civile en faveur de la transparence parlementaire.

Un groupe de parlementaires et de représentant(e)s de la société civile ayant contribué à la conception de la *Feuille de route* ont alors dirigé les discussions sur les principaux concepts de la transparence parlementaire, les technologies et les outils permettant d'améliorer la communication entre les parlements et les citoyens et le renforcement de l'accès aux informations concernant le travail des

parlements, les expériences nationales dans le développement et la mise en œuvre de plans d'action pour la transparence parlementaire et les leçons tirées des expériences des parlements incluant des budgets ouverts ainsi que d'autres mécanismes de transparence fiscale.

La rencontre comportait également des sessions de travail au cours desquelles les délégué(e)s ont analysé et développé des actions identifiées sur la *Feuille de route* à partir des quatre piliers du RPO : la transparence et l'accès aux informations publiques, la responsabilisation, la participation citoyenne et la probité et l'éthique parlementaire. Une publication distincte concernant la rencontre contient des descriptions détaillées de ces discussions.

Le **RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT (RPO)** est un groupe de travail permanent de ParlAmericas formé en août 2015. Il est le successeur du Réseau parlementaire interaméricain pour la transparence, l'accès à l'information publique et la probité. Cette entité a été créée par le Groupe bicaméral pour la transparence du congrès national du Chili pour soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Santiago pour la Transparence Parlementaire et l'Intégrité des Parlements et des Partis Politiques (2012). Le RPO poursuit l'objectif de la Déclaration de Santiago, tout en développant le réseau des corps législatifs nationaux travaillant en faveur d'un parlement ouvert incluant l'Amérique du Nord, du Sud et centrale et les Caraïbes. Il est dirigé par le sénateur Hernán Larraín (Chile).

« Vous ne pouvez pas établir un système efficace luttant contre la corruption sans transparence fiscale. Personne n'affirme que la transparence budgétaire ou fiscale se suffit à elle-même, mais nous savons que sans elle, tous les efforts réalisés sont insuffisants ... La transparence fiscale n'est possible que si les parlementaires jouent un rôle central dans sa mise en œuvre et sa défense, en vue de compenser et superviser l'utilisation des ressources publiques de manière appropriée. »



JUAN PABLO GUERRERO, directeur de l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT, selon le sigle anglais)

« La dimension que prennent les communications lors de l'ouverture des sociétés et du développement de la transparence et de la responsabilisation ... mérite une analyse approfondie et est la clé pour responsabiliser les citoyens et les inclure ... dans un système en cours de renouvellement. »

« Il est important d'établir des relations officielles entre la société civile et le parlement. Comment développer cette relation officielle ? En élaborant des mécanismes, adopté par les deux parties, par le biais duquel une méthode et un plan d'action les incluant peuvent être développés. »



MARIA BARON, représentante du Latin American Network for Legislative Transparency (Réseau de l'Amérique latine pour la transparence parlementaire, traduction non officielle)



Sénatrice
BLANCA OVELAR
(Paraguay)

Le RPO de ParlAmericas constitue un espace dynamique pour la co-crédation et la coordination hémisphériques entre les parlementaires et les organisations de la société civile. Le concept de **co-crédation** trouve ses origines dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Il fait référence à une approche qui nécessite la collaboration des institutions politiques et des membres du gouvernement avec la société civile en vue de définir et de contrôler la mise en application des engagements à développer la transparence, la responsabilisation et la participation au sein de la gouvernance démocratique. La *Feuille de route pour la transparence parlementaire* est un exemple de cette pratique. Elle a été co-crédée à l'issue d'une série de réunions entre les parlementaires et les groupes de la société civile qui se sont tenues en marge de la Rencontre interaméricaine des présidents de pouvoirs législatifs de l'Organisation des États Américains au Chili (août 2015) et du Sommet mondial du PGO au Mexique (octobre 2015), ainsi que d'une session de travail autonome du RPO et du Réseau de l'Amérique latine pour la transparence parlementaire en Argentine (mars 2016). Une liste complète des organisations de la société civile ayant contribué au développement de la *Feuille de route pour la transparence parlementaire* est disponible dans cette publication.



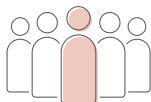
TRANSPARENCE ET ACCÈS À L'INFORMATION

L'accès à l'information est un droit fondamental qui doit être garanti par la loi. L'information publique appartient aux citoyens et citoyennes qui en ont besoin afin de pouvoir participer pleinement au processus démocratique. Par conséquent, ce droit contribue à la légitimité et la confiance envers nos institutions démocratiques, et il est essentiel dans la lutte contre la corruption.



RESPONSABILISATION

La responsabilisation permet aux citoyens de demander des comptes aux autorités et implique l'obligation des fonctionnaires de répondre de leurs actes et d'accepter la responsabilité de leurs décisions. Cette obligation découle de deux fonctions principales du parlement : la représentation et le contrôle. D'une part, la responsabilité de l'exécutif envers le parlement permet au parlement d'examiner et d'évaluer les actions du gouvernement, et de réaffecter les ressources et les politiques publiques afin d'obtenir de meilleurs résultats. En revanche, la responsabilité du parlement vis-à-vis ses citoyens et citoyennes permet à la société civile de vérifier, d'examiner et de rester informée des activités du parlement.



PARTICIPATION CITOYENNE

La participation citoyenne est un pilier fondamental de la démocratie, avec l'objectif de favoriser la participation active des citoyens et citoyennes dans le processus décisionnel public. Les législateurs et législatrices sont un reflet direct de cette participation étant élus comme représentants et représentantes des citoyens et citoyennes et s'assurant que des mécanismes permettant aux citoyens et citoyennes de participer au processus décisionnel, aux activités de surveillance et d'évaluation des politiques publiques ainsi qu'au processus législatif existent.



ÉTHIQUE ET PROBITÉ

L'éthique et la probité sont des valeurs essentielles pour les parlements. L'application de ces valeurs dans le travail quotidien des parlementaires renforce la légitimité, la crédibilité et la confiance envers le parlement et les législateurs et législatrices, qui ont l'obligation d'adopter des pratiques éthiques qui vont au-delà du cadre légal. L'éthique et la probité guident le processus parlementaire et contribuent au renforcement de la démocratie.

Développement de la *Feuille de route pour la transparence parlementaire*

DATE

17 mars

LIEU

Buenos Aires, Argentine

PARTICIPANTS

7 parlementaires et 5
représentant(e)s de la société
civile de 10 pays

Au cours de cette session de travail organisée en collaboration avec le Réseau de l'Amérique latine pour la transparence parlementaire, les parlementaires et les organisations de la société civile ont discuté des quatre piliers du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) : la transparence et l'accès à l'information, la responsabilisation, la participation citoyenne et l'éthique, afin d'identifier les engagements clés que les parlementaires peuvent prendre en vue de traduire ces principes en mesures concrètes au sein des corps législatifs.

Les délégué(e)s ont considéré la bonne mise en œuvre des lois pour l'accès à l'information par le biais d'organismes chargés de leur application et des politiques de données ouvertes, comme des aspects essentiels à la garantie de l'accès à l'information pour tous les citoyens. Ils ont également discuté de la nécessité de promouvoir les processus de responsabilisation participative en vue d'offrir une voix aux citoyens en responsabilisant le gouvernement et le parlement, ainsi que les mécanismes visant à inclure les citoyens dans les processus de prise de décision du corps législatif. Enfin, les participant(e)s ont convenu de l'importance de la promotion d'un comportement éthique par le biais de codes de conduite, de la divulgation des biens et des intérêts ainsi que des réglementations en matière de lobbying. La discussion a été résumée dans une ébauche, qui a fait l'objet d'un débat plus approfondi lors de la 1^{ère} Rencontre du RPO et a été intitulé *Feuille de route pour la transparence parlementaire* de ParlAmericas.

Les parlementaires s'expriment sur l'égalité des sexes et la transparence parlementaire

ParlAmericas entretient des espaces en ligne favorisant le dialogue et le partage d'expériences entre parlementaires sur les sujets régionaux traités par le Groupe des femmes parlementaires et le Réseau pour un parlement ouvert.

Situant le harcèlement politique fondé sur le sexe : les parlementaires lèvent leur voix ! est une initiative de sensibilisation associant les témoignages vidéo de parlementaires et de parties prenantes de la société civile afin d'illustrer la persistance de la violence et du harcèlement politique à caractère sexiste et l'objectif commun des acteurs politiques qui se mobilisent en faveur de leur élimination.

Pourquoi les parlementaires soutiennent un parlement ouvert présente les témoignages de parlementaires exposant l'importance de poursuivre des mesures en faveur d'une transparence, responsabilisation, participation citoyenne, probité et éthique accrues dans le travail législatif. Cette section met en évidence la portée géographique des parlementaires contribuant au programme de transparence parlementaire dans l'hémisphère.

ParlAmericas poursuivra le développement de ces espaces afin de promouvoir les échanges de perspectives et les communautés de pratique en ligne en faveur de l'égalité des sexes et de la transparence parlementaire.





8^E RENCONTRE DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES

#GoWP2016EC

THÈME

Diversification du pouvoir politique pour la construction de sociétés plus inclusives

DATE

2 et 3 juin 2016

LIEU

Quito, Équateur

PARTICIPANTS

95 parlementaires de 27 pays et 2 territoires

La rencontre du Groupe des femmes parlementaires qui s'est tenue cette année a été accueillie par l'Assemblée nationale de l'Équateur et a abordé des sujets reliés à l'objectif commun régional de promouvoir la diversité du pouvoir politique ainsi que dans d'autres espaces de prise de décision.

Le message de bienvenue de la membre de l'Assemblée nationale **Gina Godoy** (Équateur), présidente du Groupe des femmes parlementaires, de la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente de ParlAmericas, et de **Gabriela Rivadeneira**, présidente de l'Assemblée nationale (Équateur), a été suivi d'un discours inaugural d'**Otilia Lux de Cotí** (Guatemala), une ancienne parlementaire et représentante de l'Amérique latine à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Différentes discussions de groupe ont permis

Le **GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES** est un groupe de travail permanent de ParlAmericas. Depuis 2003, il encourage le leadership politique féminin ainsi que l'intégration de questions liées au genre dans les délibérations législatives et les pratiques institutionnelles des parlements membres. Par le biais de ses activités, le groupe facilite les échanges de connaissances à partir d'approches sensibles au genre et renforce les capacités politiques des hommes et des femmes parlementaires engagés dans la promotion de l'autonomisation des femmes.

Comité exécutif du Groupe des femmes parlementaires (à partir de décembre 2016, 13^e Assemblée plénière de ParlAmericas) :

GINA GODOY, présidente. Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

MOBINA JAFFER, vice-présidente. Sénatrice, Canada

CLAUDIA NOGUEIRA, vice-présidente. Membre de la Chambre des députés, Chili



Membre de la Chambre des députés
JOSÉ RICCARDO (Argentine)

« Le déséquilibre des rapports de force entre hommes et femmes est évident. L'élimination de ces préjugés nécessite la participation des hommes, par exemple, à la conception de réformes pédagogiques favorisant l'égalité des sexes et réinventant les relations hommes-femmes. »

« Les femmes indigènes sont victimes d'une triple discrimination : elles sont femmes, indigènes et vivent dans la pauvreté. L'ethnicité doit entrer en ligne de compte lors des prises de décision. Nous devons concevoir une législation dans laquelle l'intégralité des communautés, nationalités et ethnicités soit considérée. »



Membre de
l'Assemblée nationale
ESTHELA ACERO
(Équateur)

« La lutte pour le droit des femmes est la même que celle de nos communautés, à savoir une lutte pour l'affirmation et un approfondissement de nos démocraties face à tout ce qui les freine, les conditionne et les soumet à des intérêts particuliers. »

Membre de l'Assemblée nationale
GABRIELA RIVADENEIRA (Équateur),
présidente de l'Assemblée nationale



des échanges sur les liens entre le droit du travail, le leadership des femmes indigènes et la responsabilisation économique des femmes, en portant une attention particulière sur les pratiques institutionnelles visant à dépasser les schémas d'exclusion représentative. Des descriptions de ces discussions et des ressources pertinentes sont disponibles dans une publication distincte concernant la rencontre.

La rencontre a été l'occasion pour les délégué(e)s d'engager le dialogue avec les leaders des communautés d'Équateur et de rendre compte des initiatives de leurs parlements en lien avec le Plan d'action pour la prévention du harcèlement politique et de la violence à l'égard des femmes (en anglais). Les délégué(e)s ont adopté une déclaration visant à renforcer le leadership

politique pour l'égalité des sexes en rapport avec les questions discutées lors de la rencontre. Ces dernières incluent notamment :

- la proposition et la promotion de réformes facilitant la participation conséquente et efficace des femmes indigènes aux processus de prise de décision
- la défense des droits du travail des femmes par le biais de lois tenant en compte les inégalités, écarts et défis auxquels elles doivent faire face sur le lieu de travail
- l'implication des hommes au travail vis-à-vis des droits des femmes et l'égalité des sexes, y compris l'élimination de la violence à caractère sexiste



ANDREA MOSQUERA,
activiste afro-équatorienne

« Ce type de rencontres parlementaires nous [organisations de la société civile] permet de faire partie du programme législatif et de collaborer sur un certain nombre de préoccupations et d'initiatives, notamment la nécessité de fournir une éducation sur les approches en faveur de l'égalité des sexes et l'opportunité de transmettre l'histoire des communautés indigènes et africaines en Équateur. »

« Il est notoire que les femmes, plus particulièrement celles qui viennent de secteurs de la société moins privilégiés, doivent jongler plusieurs rôles : celui d'actrices économiques, celui de chefs de ménage et celui de mères. Le manque de réglementations juridiques place de nombreuses femmes dans une situation vulnérable, réduisant au silence leurs voix et leurs actions. »



Membre du Parlement, l'honorable
AYANNA WEBSTER-ROY (Trinité-et-Tobago), ministre d'état pour le genre et la protection de l'enfance

« Le leadership des femmes indigènes au Honduras a été considérablement affecté par la répression et la violence. En outre, les conditions de vie, notamment dans les régions rurales où seulement 22,5 % des femmes ont un emploi officiel, rendent difficile la consolidation des processus [de développement] durables visant à renforcer le leadership des femmes. »



Députée
SCHERLY ARRIAGA
(Honduras)

Égalité des sexes, intersectionnalité et influence des préjugés sexistes dans la gouvernance

DATE

1^{er} juin

PARTICIPANTS

10 parlementaires de 8 pays et
1 territoire

LIEU

Quito, Équateur

Cette session de formation sous-régionale a été organisée avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et était consacrée aux pratiques visant à appliquer une approche intersectionnelle lors de l'évaluation de la législation et de la représentation des intérêts des citoyens. L'**intersectionnalité** reconnaît que les identités sociales présentent plusieurs dimensions et qu'elles sont touchées par des systèmes d'inégalité qui se superposent. La représentation des besoins des citoyens nécessite l'examen des déséquilibres des rapports de force enracinés dans la distinction entre les sexes, l'âge, la sexualité, l'ethnicité, la religion et d'autres identités sociales qui se superposent.

Les délégué(e)s ont examiné les défis du développement durable dans la région des Caraïbes ainsi que la manière dont ils interagissent avec les stéréotypes sexistes et les autres formes de discrimination. Ils ont par la suite lancé un débat sur l'importance de la ventilation des données par sexe et autres facteurs, sur la manière d'équilibrer la restructuration des dettes au moyen d'investissements sociaux contribuant à l'égalité des sexes ainsi que sur l'expérience vécue par les différents parlements quant à la budgétisation également favorable à cette égalité. Un aide-mémoire (disponible en anglais) incluant des questions directrices visant à promouvoir une législation fondée sur l'égalité a été utilisé au cours de cette session de formation et est accessible en ligne.

La seconde session de la rencontre a présenté les perspectives des législateurs(rices) ayant impliqué avec succès les citoyens et les organisations de la société civile dans les prises de décisions législatives sur la réduction des changements climatiques, en portant une attention particulière sur les femmes, les populations indigènes et les autres groupes les plus vulnérables face aux impacts négatifs du changement climatique. **Sandra Lombardo**, spécialiste des programmes au Bureau régional de l'ONU Femmes pour les Amériques et les Caraïbes, a joué le rôle de modératrice de la session, au cours de laquelle la sénatrice **Plácida Espinoza Mamani** (Bolivie), le représentant **Carlos Guevara Villabón** (Colombie) et le membre de l'Assemblée nationale **Carlos Viteri Gualinga** (Équateur) ont présenté des initiatives au sein de leurs législatures respectives.

La troisième session a présenté les cadres législatifs encourageant l'innovation scientifique

en vue de répondre au problème du changement climatique. L'expert en ingénierie environnementale **Carlos Vargas Lombardo** était en charge de sa modération et **Monica Araya**, fondatrice de Nivelva et Costa Rica Limpia, **Amin Asadollahi**, responsable de l'atténuation du changement climatique pour l'Amérique du Nord à l'Institut international du développement durable (IIDD), et le sénateur **Arnaldo Giuzzio** (Paraguay) en étaient les intervenants. Les délégué(e)s ont souligné les avancées en matière d'énergie et de transport propres au Costa Rica ainsi que les efforts visant à passer d'une économie basée sur l'extraction du carbone à une économie verte et durable au niveau sous-régional, au Canada et aux États-Unis. Les intervenants ont également discuté de la loi cadre de protection des forêts développée et approuvée par la Commission sur l'environnement et le tourisme du Parlatino.

La rencontre s'est terminée par l'adoption

d'une déclaration visant à coordonner les actions législatives autour du changement climatique, qui incluent les engagements à :

- établir un réseau parlementaire sur le changement climatique pour encourager le travail législatif et le partage de bonnes pratiques en vue d'atténuer les effets économiques, sociaux et environnementaux du changement climatique
- renforcer la législation cadre sur le changement climatique et encourager les préparations au niveau des États en vue de respecter les engagements pris lors de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
- prendre en compte les conséquences sur les relations hommes-femmes et encourager l'implication des citoyens dans le développement et le contrôle de la législation visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter

« Les stratégies et mécanismes employés vis-à-vis du changement climatique doivent prendre en compte la participation des municipalités, communautés, populations et nations, ainsi que les différences présentes au sein des territoires. »



Membre de l'Assemblée nationale **CARLOS VITERI GUALINGA** (Équateur)

« Afin de sensibiliser les populations aux problèmes résultant du changement climatique, nous devons les mettre en relation avec les vies quotidiennes des citoyens. »



MARA MURILLO, directrice adjointe régionale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

« L'Amérique latine contribue à 9,9 % aux émissions de gaz à effet de serre dans le monde. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que bien que nous ne figurions pas parmi les pays contribuant le plus au changement climatique, nous sommes certainement parmi ceux qui y sont les plus vulnérables. »

Ministre de l'environnement, l'honorable **MIREI ENDARA** (Panama)



« La contamination d'un pays affecte les autres pays, car nous partageons tous le même ciel et le même sol. Son impact est d'autant plus important dans les pays ne s'étant pas développés économiquement en vue de protéger l'environnement. »

Sénatrice **PLÁCIDA ESPINOZA MAMANI** (Bolivie)



Le RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

est une initiative commune de ParlAmericas et le Parlement latino-américain (Parlatino) visant à faire progresser les actions parlementaires sur le changement climatique dans l'hémisphère. Il a pour objectif de promouvoir les efforts législatifs en soutien du respect des contributions prévues déterminées au niveau national envers lesquelles les pays se sont engagés dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Lors de l'Assemblée plénière de 2016, un groupe de travail permanent pour le Réseau parlementaire sur le changement climatique a été intégré à la structure de gouvernance de ParlAmericas, dirigé au sein de l'organisation par le membre de l'Assemblée nationale Javier Ortega (Panama).

En tant que représentant(e)s élu(e)s, les parlementaires jouent un rôle important dans la sensibilisation et l'implication des citoyens dans les prises de décision sur le changement climatique. Lors de la rencontre, ParlAmericas a lancé une **campagne de médias sociaux** mettant en avant les différentes initiatives législatives que peuvent prendre les parlementaires pour faire progresser ce programme. La campagne a été présentée par le ministre adjoint des sports, des écoles et des universités, l'honorable **Marcos Díaz** (République dominicaine). Les images de la campagne de médias sociaux, qui a aussi été reproduite lors d'autres activités de ParlAmericas, sont disponibles dans une publication séparée.



« Les Nations Unies ont signalé le caractère urgent du changement climatique. Les statistiques démontrent que les conséquences pourraient se révéler dévastatrices, et bien pire pour les pays en cours de développement. Nous devons mettre en place des campagnes de sensibilisation permettant aux citoyens de prendre des mesures individuelles et d'exiger des décideurs qu'ils prennent les mesures nécessaires. »



Ministre adjoint des sports, des écoles et des universités, l'honorable **MARCOS DÍAZ** (République dominicaine)



Les **MESURES SPÉCIALES**

TEMPORAIRES accélèrent la participation égale des femmes dans la sphère politique ou dans les autres sphères. Ces mesures peuvent inclure les quotas de genre électoraux (sous la forme de sièges réservés ou de quotas de nominations de candidats), des programmes de renforcement des capacités et un soutien au financement des campagnes.

ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE PROCESSUS ÉLECTORAL : L'EXPÉRIENCE DES FEMMES CANDIDATES

#EleccionesMujeres

DATE

12 et 13 septembre 2016

LIEU

Antigua, Guatemala

PARTICIPANTS

21 parlementaires, ancien(ne)s parlementaires et leaders politiques en devenir de 8 pays

Lors de cette réunion parlementaire, les participant(e)s ont été rejoint(e)s par des représentant(e)s du Département de la coopération électorale et de l'observation des élections (DECO, selon le sigle anglais) de la Commission interaméricaine des femmes (CIM, selon le sigle espagnol) de l'Organisation des États Américains (OEA) ainsi que par d'autres experts régionaux afin de discuter des défis courant rencontrés par les femmes candidates en Amérique centrale lors d'élections. Ils ont notamment insisté sur les mesures spéciales temporaires pouvant être inscrites dans la législation ou appliquées de manière volontaire par des partis politiques en vue de promouvoir les candidatures des femmes. Cette réunion a généreusement été organisée au centre de formation de l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID).

La réunion a débuté par un discours de la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente de ParlAmericas, de la membre de l'Assemblée nationale **Gina Godoy** (Équateur), présidente du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas, de **Milagro Martínez**, représentant de l'OEA au Guatemala, et de **Susana Asensi**, maire d'Antigua. Suite au message d'inauguration, **Brenda Santamaría**, chef de la section d'observation des élections du DECO, a présenté les objectifs et méthodologies des missions d'observation électorale, soulignant la manière dont leurs recommandations peuvent être utilisées pour façonner le travail législatif et améliorer les conditions des femmes candidates.

Lors de la session de travail, des parlementaires ayant servi dans des comités spécialisés dans l'égalité des sexes et dans la réforme électorale ont apporté leurs connaissances. Ils ont été rejoints

par des leaders politiques en devenir qui ont ajouté les perspectives de futurs candidat(e)s ainsi que par d'ancien(ne)s parlementaires ayant de l'expérience en matière de défense des pratiques des partis politiques et législations visant à réduire les barrières électorales auxquelles les femmes doivent faire face. Pour cette dernière catégorie, **Guadalupe Valdez** (République dominicaine) a guidé les participant(e)s vers des discussions avec des experts sur le sujet, développant des thèmes pertinents autour des phases de pré-élection, nomination, campagne, élection et post-élection. Les participant(e)s ont identifié des méthodes pour lesquelles les cadres juridiques façonnent le parcours électoral des femmes candidates en Amérique centrale. Ils ont également analysé la manière dont les différentes étapes du cycle électoral sont affectées par la discrimination basée sur le genre, les injustices en matière d'allocation des ressources et la violence politique. Ils ont discuté du potentiel des réformes électorales visant à remédier à ces obstacles structurels, outre les réponses volontaires et juridiques conçues en vue de promouvoir la participation des femmes à la vie électorale.

AVIS : Les enregistrements graphiques représentent les sujets abordés lors des discussions au cours de la réunion. Puisque celle-ci a réuni des participants hispanophones de l'Amérique centrale, les illustrations sont seulement disponibles en espagnol.

« Je souhaite souligner l'importance de l'expérience des petits groupes. En faisant partie d'un groupe composé uniquement de législateurs d'Amérique centrale, il me semble que nous avons eu l'opportunité de discuter des problèmes plus en profondeur. Nous avons pu dialoguer davantage, apprendre à nous connaître et réaliser de meilleurs progrès vis-à-vis de notre programme. »



Membre de l'Assemblée législative **EMILIA MOLINA** (Costa Rica)

« Il est nécessaire de mettre en place des stratégies concernant les obstacles existants à la réussite de notre objectif : une participation accrue des femmes dans les espaces de prise de décision. »

« Lors de la présentation de propositions de réformes électorales, les expériences des autres pays permettent de comprendre les obstacles qui peuvent résulter. Les réformes peuvent ainsi être plus durables et complètes. »



MITZY ARIAS (El Salvador), leader en devenir et membre du conseil municipal



Ancienne parlementaire **BALBINA HERRERA** (Panama)

ENCUENTRO REGIONAL "El Camino Electoral de las Candidatas"

ENCUENTRO PARLAMENTARIO AMÉRICA CENTRAL





Elle a coïncidé avec la Semaine mondiale de transparence parlementaire (Global Legislative Openness Week, GLOW) et a servi d'événement régional phare dans la promotion de cette initiative. Les participant(e)s à la visite d'étude ont apporté leurs témoignages sur les outils et pratiques visant à impliquer les citoyens dans le travail législatif, présentés sur le [site web de GLOW](#).



Ces témoignages sont aussi disponibles dans le [compte Youtube de ParlAmericas](#).

PRATIQUES EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE PARLEMENTAIRE, D'ÉTHIQUE ET DE PROBITÉ

#VisitaOPN

DATE

13 et 14 septembre 2016

LIEU

Valparaiso et Santiago, Chile

PARTICIPANTS

15 parlementaires de 6 pays

Cette visite d'étude se concentrait sur les pratiques législatives en matière de transparence, d'éthique et de responsabilisation au sein du congrès du Chili, qui copréside le *Legislative Openness Working Group* (Groupe de travail sur la transparence parlementaire, LOWG, *traduction non officielle*,) du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) par le biais de son Groupe bicaméral de transparence. Les délégué(e)s ont ainsi eu l'opportunité d'observer et de découvrir directement les lois et outils utilisés par les parlementaires, les comités et le personnel parlementaires et les groupes de la société civile afin de promouvoir la transparence législative au sein du congrès chilien.

Les co-présidents du Groupe bicaméral de transparence du congrès chilien, le sénateur **Hernán Larraín** et le membre de la Chambre des députés **Patricio Vallespín**, ont débuté la visite d'étude par

une présentation des processus, objectifs et réalisations de cette entité ainsi que de la manière dont ces éléments s'inscrivent dans la *Feuille de route pour la transparence parlementaire* du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas. Une session décrivant les outils permettant d'améliorer les normes d'éthique et de probité dans le travail législatif a suivi la présentation. **José Luis Alliende**, secrétaire adjoint et trésorier du Sénat chilien, et le membre de la Chambre des députés **Germán Verdugo** (Chili) et le secrétaire général de la Chambre des députés chilienne **Miguel Landeros**, au nom du Comité d'éthique et transparence de la Chambre, ont fourni des informations aux délégués sur le sujet. Ces derniers(ères) ont ensuite analysé et appliqué les codes d'éthique de leurs parlements à des cas d'étude visant à éclairer un débat sur la manière dont il est possible de les modifier pour renforcer la

confiance du public dans le travail législatif.

La seconde journée de la visite d'étude était consacrée à des présentations par des cadres supérieurs de la Bibliothèque nationale du congrès chilien sur les outils de promotion de la transparence et de la responsabilisation dans le travail parlementaire. Ces outils incluent *Senador virtual* (Sénateur virtuel), un système de vote en ligne utilisé par le Sénat chilien pour consulter directement les citoyens sur les propositions législatives et les informer du progrès des projets de loi associés. Ils comprennent également *Visualización del presupuesto de instituciones del Estado* (Visualisation du budget national), un outil en ligne interactif permettant aux citoyens de comprendre la manière dont le budget national est distribué parmi les différentes agences gouvernementales et sur différentes périodes. Le membre de la Chambre des députés **Pablo Lorenzini** (Chile) a rejoint la délégation pour présenter le *Departamento de evaluación de la ley* (Département d'évaluation des lois), bureau visant à étudier l'impact des lois une fois promulguées.

Ces discussions comprenaient également les points de vue de représentant(e)s de la société civile, qui ont présenté aux délégué(e)s des méthodologies appliquées au Chili en matière de supervision citoyenne des activités parlementaires. Le membre de la Chambre des députés **Cristián Monckeberg** (Chile), a dirigé une session sur ces sujets avec la participation de **María Jaraquemada**, directrice de plaidoyer d'*Espacio Público* (Espace publique, traduction non officielle), **Octavio Del Favero**, coordinateur législatif de *Ciudadano Inteligente* (Citoyen intelligent, traduction non officielle) et de **Jeannette von Wolffersdorff**, directrice exécutive de *Fundación Contexto Ciudadano* (Fondation du contexte citoyen, traduction non officielle).



Membre de l'Assemblée législative
KARLA PRENDAS (Costa Rica)

« La Feuille de route pour la transparence parlementaire de ParlAmericas s'est révélée être un instrument très important pour le développement des engagements et le renforcement du second plan d'action que nous avons mis en place au Costa Rica ... L'aspect primordial pour le Costa Rica actuellement est de créer une politique encourageant une vision à long terme d'un parlement ouvert pour le pays et une culture nationale ouverte bénéficiant d'un soutien institutionnel et de résultats reconnus sur le plan international. »

« Les forums législatifs virtuels sont un mécanisme de participation citoyenne mis en place par notre Congrès. Il s'agit d'un processus par lequel les informations collectées auprès des individus et des institutions viennent documenter les projets de loi présentés au Congrès ... L'opinion des citoyens est importante pour les législateurs car elle permet de développer et d'enrichir les décisions figurant dans les projets de loi proposés. »

Membre du Congrès **CARLOS GONZÁLES ARDILES** (Pérou)



« Transparence et modernisation vont de pair. Les citoyens exigeant davantage de transparence, l'État se doit de mettre en place des processus de modernisation plus efficaces ... Au congrès, nous avons développé une initiative de diffusion en direct de toutes les commissions et de tous les débats en plénière. En outre, grâce à l'enregistrement de ces conférences et débats, les citoyens peuvent facilement les visionner pour les analyser, ainsi que les projets de loi qui les intéressent le plus. »



Sénateur
ANDRÉS GARCÍA ZUCCARDI
(Colombie)

« [Nous disposons d'une équipe] composée d'experts en analyse des données et en intelligence décisionnelle et d'anciens fonctionnaires qui ont travaillé au Bureau du Contrôleur financier et connaissent le fonctionnement interne de l'État. En tant que société civile, nous associons ces connaissances à notre volonté de faciliter la compréhension des citoyens en matière de dépenses publiques ... et de promouvoir une nouvelle méthode de présentation de ces dépenses à l'aide de nouvelles technologies et en collaboration avec les services publics. »



JEANNETTE VON WOLFFERSDORFF, directrice exécutive de *Fundación Contexto Ciudadano*



CAUCUS MULTIPARTITES POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

#GenderCaucus

DATE

20 et 21 octobre 2016

LIEU

Ottawa, Canada

PARTICIPANTS

18 parlementaires,
anciens parlementaires et
employés parlementaires
de 6 pays

La visite d'étude a été accueillie par le parlement canadien et visait à présenter le processus de mise en place de caucus multipartites efficaces et durables en matière d'égalité des sexes. Ces derniers peuvent revêtir différentes formes mais présentent un objectif principal : rassembler les parlementaires pour faire progresser l'égalité hommes-femmes. Ces groupes peuvent, entre autres rôles, garantir la généralisation des questions de l'égalité des sexes dans les processus parlementaires et programmes législatifs, promouvoir la représentation des femmes dans la politique, assurer la formation de leurs membres et encourager la recherche et l'analyse. Les caucus multipartites en faveur de l'égalité des sexes peuvent se révéler d'importants mécanismes institutionnels pour la promotion de parlements sensibles à la parité hommes-femmes.

La visite d'étude a fourni aux parlementaires

Les délégué(e)s participant à la visite d'étude ont identifié quatre éléments clés pour l'établissement d'un caucus multipartite en faveur de l'égalité des sexes adapté au contexte national :

1. Planification stratégique : est-ce le bon moment pour mettre en œuvre un caucus ? Les citoyens sont-ils intéressés par la question de l'égalité des sexes ou par un événement à venir susceptible de créer une dynamique encourageant l'initiative ? Les événements tels que les élections à venir peuvent-ils poser des difficultés ?
2. Ressources : de quelles ressources financières et volonté politique le caucus peut-il bénéficier ? Des partenariats peuvent-ils être établis au sein des parlements ou avec la société civile pour combler les déficits anticipés ?
3. Formalité du groupe : pour quel motif le caucus est-il mis en place ? Quel type de structure facilitera la réalisation de ces objectifs ? Une structure plus informelle pourrait suffire au développement de la solidarité parmi les femmes parlementaires, alors qu'une relation plus définie avec le parlement pourrait se révéler nécessaire pour contribuer au développement de politiques.
4. Leadership et adhésion : qui fera partie du caucus ? Des hommes, la ou le Président et/ou d'ancien(ne)s parlementaires y participeront-ils ? De quelle manière sera-t-il dirigé ? Les réponses à ces questions peuvent être développées dans les objectifs et la structure du caucus.

de partis au pouvoir et de l'opposition, ainsi qu'aux employés parlementaires ayant dirigé les efforts visant à établir ou renforcer des caucus pour l'égalité des sexes, un espace d'analyse des contraintes communes et spécifiques au contexte et de développement de stratégies pour les surmonter. Les co-présidentes du Caucus multipartite des femmes au sein du parlement canadien, **Anita Vandenbeld**, **Marilyn Gladu**, **Sheila Malcolmson** et **Monique Pauzé**, ainsi que **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas, ont souhaité la bienvenue aux délégué(e)s d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de Grenade, de Guyane et de Jamaïque.

Le Bureau multipays pour les Caraïbes de l'ONU Femmes a contribué à la réunion par le biais de la participation de la spécialiste **Sonia Palmieri**, qui a mené des ateliers sur les processus visant à développer des initiatives d'objectifs communs et à mettre en place des caucus stratégiques en faveur de l'égalité des sexes dans différents contextes internationaux.

Les délégué(e)s ont étudié différents modèles de structure, de leadership, d'adhésion et de processus de prise de décision des caucus en faveur de l'égalité des sexes en analysant des règles et approches provisoires visant à encourager la collaboration interpartite. Les discussions incluaient les perspec-

tives de la société civile par le biais de la participation de **Catherine Fortin LeFaivre**, représentant À voix égale, une organisation multipartite luttant pour développer le nombre de femmes élues au Canada, de **Clare Beckton**, directrice exécutive de la Carleton University Centre for Women in Politics and Public Leadership (Centre des femmes en politique et leadership public de l'Université Carleton, *traduction non officielle*), et de **Nana Oye Hesse-Bayne**, représentante du Institut des Caraïbes pour le leadership féminin (CIWiL), qui ont toutes trois mis en évidence l'importance des alliances au sein et en dehors des parlements. Les délégué(e)s ont également étudié les bonnes pratiques en matière de planification stratégique et de programmation, en vue d'un travail collectif dans les domaines du développement des capacités, de la défense, de la recherche et de l'analyse. Ils ont également discuté des moyens permettant de garantir la durabilité des caucus en faveur de l'égalité des sexes en définissant des objectifs et en adoptant des pratiques visant à surveiller et évaluer leurs impacts. La visite d'étude s'est conclue par un débat au cours duquel les déléguations ont présenté les actions de suivi destinées à développer ou renforcer des caucus en faveur de l'égalité des sexes au sein de leurs parlements.

À **VOIX ÉGALES** est une organisation multipartite à but non lucratif du Canada dont l'objectif est l'élection de davantage de femmes à tous les niveaux de fonctions politiques du pays. Lors d'une présentation effectuée au cours de la visite d'étude, ses représentant(e)s ont partagé différentes méthodes susceptibles de permettre aux organisations de la société civile d'encourager les caucus en faveur de l'égalité des sexes, y compris les actions suivantes :

- le regroupement des forces afin d'utiliser la pression populaire pour soutenir les objectifs communs
- la création d'un phénomène de solidarité autour d'un sujet spécifique
- la diffusion des informations via leurs réseaux et canaux (par exemple, les comptes de médias sociaux, les réseaux de jeunes et une large adhésion, le cas échéant)
- la prise de rôle en tant que groupe consultatif informel pour l'évaluation du soutien dont bénéficient les idées et positions

« J'ai créé de nombreux liens avec des femmes auxquelles je n'aurais jamais pensé en raison des frontières entre les partis, et puis on se rend compte que ça n'a pas d'importance. En travaillant ensemble, il est possible de réaliser de véritables progrès. »



CATHERINE FORTIN LEFAIVRE,
représentante d'À voix égales

« Au travers de nos conversations, j'ai découvert que les similarités que nous partageons dans la région sont bien plus importantes que nos différences. Et nous pouvons réussir à nous entendre. »



Sénatrice **ROBYN LYNES**
(Bahamas)

« Nous avons ici l'opportunité de permettre aux femmes parlementaires de notre continent de partager leurs défis et réussites et d'encourager le développement d'un réseau de soutien en dehors de notre parlement. »



Députée **SHEILA MALCOLMSON**
(Canada), hôte de la réunion



L'**OBSERVATION ÉLECTORALE** est un processus systématique d'analyse et de collecte d'informations indépendantes. Elle utilise des références tirées des législations nationales et des engagements régionaux du pays dans lequel l'élection est observée. Ainsi, ces éléments permettent d'établir des recommandations visant à corriger les incohérences et les fossés de la législation. Les parlementaires peuvent ensuite utiliser ces recommandations pour encourager et appliquer des amendements afin d'améliorer les conditions de participation et de concurrence loyales lors d'élections.

DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DES ÉTATS-UNIS EN 2016

DATE

6 au 9 novembre 2016

LIEU

Washington DC,
États-Unis

PARTICIPANTS

11 parlementaires de 9
pays

ParlAmericas possède une vaste expérience en matière de soutien des efforts parlementaires pour encourager la transparence et la parité hommes-femmes, à l'origine de son engagement envers l'observation électorale. À la demande du Conseil d'administration de ParlAmericas, et avec la coopération du Département de la coopération électorale et de l'observation des élections (DECO, selon le sigle anglais) de l'Organisation des États Américains (OEA), une visite d'une délégation parlementaire a été organisée à Washington DC afin de participer à des réunions informatives au sujet de l'observation électorale. La visite a coïncidé avec les élections présidentielles de 2016, dont l'observation a été répartie entre des missions internationales du DECO de l'OEA et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération

en Europe (OSCE), en coopération avec l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

La visite de la délégation parlementaire a débuté par une présentation du DECO-OEA afin de replacer les élections dans le contexte des lois nationales et des engagements régionaux des États-Unis. La Charte démocratique interaméricaine a été mentionnée en tant qu'axe central utilisé par les missions du DECO-OEA pour définir des normes cohérentes en matière d'observation et d'évaluation électorales dans l'hémisphère. La délégation a également été informée par l'ancienne présidente du Costa Rica, **Laura Chinchilla**, de son rôle en tant que responsable de la Mission d'observation électorale du DECO-OEA pour les élections présidentielles des États-Unis. **Francisco Guerrero**, secrétaire de l'OEA pour le renforcement de la démocratie, a quant à lui présenté les résultats pré-électorales sur

L'article 3 de la **Charte démocratique interaméricaine** engage les États membres de l'OEA dans la mise en place d'élections concurrentielles, transparentes et inclusives. Il représente également une source importante de normes communes sur la manière dont les élections sont observées et évaluées dans les Amériques et les Caraïbes.

les questions du financement politique, de l'inscription des électeurs et de l'utilisation de la technologie dans le processus électoral.

À la suite de ces discussions sur les méthodes et normes internationales d'observation électorale, la délégation a assisté à un exposé de **Scott Hubli**, directeur des programmes de gouvernance, **Julia Brothers**, responsable des programmes pour les processus politiques et électoraux, **Matt Dippell**, directeur adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes, **Caroline Hubbard**, conseillère principale pour la démocratie, les femmes et l'égalité des sexes, et **Claire DeSoi**, assistante principale des programmes pour la démocratie, les femmes et l'égalité des sexes, de l'Institut national démocratique (NDI, selon le sigle anglais). Cette présentation était consacrée au rôle de l'observation impartiale des élections par des groupes citoyens. Selon les intervenants, cette pratique a un impact positif sur la transparence d'élections menées par le biais d'une méthodologie systématique garantissant l'objectivité et l'impartialité. Les délégué(e)s ont alors eu l'opportunité de partager leurs perspectives avec les ambassadeurs de l'OEA de leurs pays respectifs via une rencontre accueillie par l'ambassadrice de

la Mission permanente du Canada auprès de l'OEA, **Jennifer Loten**.

Le jour de l'élection, les délégué(e)s ont assisté à une présentation de **William Sweeney**, président de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (*International Foundation for Electoral Systems*, IFES), et de **Frank Fahrenkopf Jr.** et **Michael D. McCurry**, directeurs de la Commission sur les débats présidentiels, avant de partir visiter des bureaux de vote avec l'IFES à Washington DC, dans le Maryland et en Virginie. La délégation a ensuite rencontré l'ambassadrice **Audrey Glover**, observatrice principale de la Mission d'observation électorale du BIDDH de l'OSCE, **Andreas Baker**, responsable du Bureau exécutif de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, et **Ron Laufer**, directeur adjoint de la Mission d'observation électorale de l'OSCE. Le thème principal abordé au cours de cette réunion a été l'importance de la confiance du public dans les processus électoraux et la manière dont elle peut être influencée par l'observation des élections. Les participant(e)s ont également échangé leurs perspectives quant aux méthodes efficaces d'intégration de parlementaires dans le processus d'observation électorale, en se servant de leur expérience de la Mission d'observation électorale en Haïti effectuée en 2015 par ParlAmericas.

La visite incluait également la présentation des perspectives de la société civile lors d'une table ronde modérée par **Janet Hernández**, chef de projet principal du *National Council of La Raza* (Conseil national de La Raza, *traduction non officielle*), la plus importante organisation à but non lucratif en faveur de la population hispano-américaine. Au cours de sa présentation, elle a évoqué les gains historiques

obtenus par les Hispano-américains en matière de participation électorale, ainsi que la manière dont ils ont été soutenus par des campagnes non partisans encourageant l'inscription et la participation des votants.

Un aide-mémoire concernant les normes internationales en matière d'observation électorale a été préparé en vue de documenter la visite de la délégation et est disponible en ligne.

« Les citoyens et citoyennes des États-Unis ont réalisé et participé à un processus électoral important, malgré le contexte d'une campagne forte et controversée. La mission a observé un processus électoral dans lequel les citoyens et citoyennes ont pu exprimer leurs différences à travers les mécanismes institutionnels librement et avec respect. »



Ancienne présidente **LAURA CHINCHILLA** (Costa Rica), chef de mission de la Mission d'observation électorale DECO-OEA aux États-Unis

« Au mois de mars (2017), notre pays va lancer une initiative de réforme électorale et ces résultats nous aident à réfléchir à ce que nous pouvons réaliser et à la manière dont nous pouvons le faire. Nous pouvons renforcer la démocratie depuis le parlement lui-même. »



Membre du Congrès **RICHARD ACUÑA** (Pérou)



EN PERSPECTIVE : ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

#PA13Mex

THÈME

Renforcement
des parlements et
développement de
sociétés résilientes
en vue d'atteindre
les Objectifs de
développement
durable

DATE

6 et 7 décembre 2016

LIEU

Mexico, Mexique

PARTICIPANTS

Plus de 50
parlementaires de 25
pays

Lors de la 13^e Assemblée plénière, des parlementaires de tout l'hémisphère ont débattu des Objectifs de développement durable (ODD) ainsi que de leur rôle dans le développement et la supervision de politiques nationales en vue d'atteindre les objectifs de développement associés.

Le Sénat du Mexique a été l'hôte de l'Assemblée plénière, qui comprenait un discours du Dr. **Luis Almagro**, secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), ainsi qu'une session au cours de laquelle les délégations parlementaires ont présenté les progrès de leurs parlements dans la réalisation des ODD. Ils ont notamment insisté sur l'ODD 16, dont les objectifs qui visent à mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes (16.6) et à faire en sorte que l'ouverture et la représentation caractérisent la prise de

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



décisions (16.7) sont directement associés au travail des parlementaires.

La seconde journée de la rencontre était consacrée aux présentations des indicateurs et mécanismes existants de contrôle des ODD. Des élections ont également été organisées pour l'attribution de plusieurs sièges au Conseil d'administration de ParlAmericas et au Comité exécutif du Groupe des femmes parlementaires.

Séance d'ouverture

L'Assemblée plénière s'est ouverte avec le message de bienvenue de la sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique), présidente de ParlAmericas, de **Javier Bolaños**, président de la Chambre des députés (Mexique), de **Pablo Escudero**, président du Sénat (Mexique), de **Leo Heileman**, directeur régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et de l'ambassadeur **Miguel Ruiz Cabañas** (Mexique), secrétaire adjoint des affaires multilatérales et des droits de l'homme pour le Secrétariat des affaires étrangères.

Sénateur **PABLO ESCUDERO** (Mexique),
président du Sénat



« Nos pays se sont engagés dans la réalisation des Objectifs de développement durable. Nous devons travailler en ce sens afin de créer un monde plus prospère, sûr, ouvert et humain pour les générations futures. Je suis très heureux que cet événement ait mis en évidence l'importance des parlementaires dans la réalisation de ces objectifs, qui placent les citoyens au centre du développement. »



Sénatrice **MARCELA GUERRA**
(Mexique), présidente de ParlAmericas

« Depuis le début de ma prise de fonction en tant que présidente de ParlAmericas il y a deux ans, j'insiste sur le rôle qu'est amené à jouer la diplomatie parlementaire dans le monde à venir. Lorsque les événements et les indicateurs semblent indiquer une accentuation inquiétante du fossé entre les gouvernements et les citoyens, nous, parlementaires, en tant que représentants des citoyens, sommes les acteurs idéaux pour pallier ces différences croissantes. »

« Nous devons relever le défi et reconnaître nos responsabilités au sein du Programme de développement durable. Ce dernier établit clairement le rôle fondamental joué par les législations dans la réalisation de ces objectifs. Pour cette raison, je vous invite à travailler ensemble à la création d'un nouveau modèle de développement qui nous permettra de construire un monde dans lequel nous pourrions vivre en harmonie, entre citoyens comme avec l'environnement. »

« Je suis certain que cette Assemblée plénière de ParlAmericas va encourager la mise en place d'un dialogue très constructif sur les enjeux auxquels la démocratie doit faire face dans notre hémisphère ... et, de manière concrète, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. »

Ambassadeur **MIGUEL RUIZ CABAÑAS** (Mexique),
secrétaire adjoint des affaires multilatérales et des droits
de l'homme pour le Secrétariat des affaires étrangères



« Le Programme 2030 nous invite à travailler de façon transversale en incluant des objectifs interdépendants. Si nous souhaitons réussir dans notre entreprise, nous devons les prendre en compte dans leur intégralité, en comprenant bien les liens qui les unissent, et en les confrontant de la même manière, par le biais de lois et politiques complètes qui intègrent et analysent correctement les différents éléments en jeu. »



LEO HEILEMAN, directeur régional
du Programme des Nations Unies pour
l'environnement (PNUE)



Député **JAVIER BOLAÑOS**
(Mexique), président
de la Chambre des
députés

Message de bienvenue

Le Dr. **Luis Almagro**, secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), a prononcé un message de bienvenue dans lequel il a insisté sur l'importance de la démocratie, sur le rôle fondamental des parlements dans sa sauvegarde et sur la manière dont ces éléments sont liés aux ODD. Au cours de sa présentation, il a souligné les progrès réalisés par la région en matière de gouvernance démocratique dans le contexte des transferts pacifiques du pouvoir exécutif et du roulement des corps législatifs, le renforcement des institutions, l'émergence de nouvelles formes de participation citoyenne et les améliorations de la transparence dans l'exercice du pouvoir public, outre les systèmes garantissant des élections justes,

libres et régulières.

Il a également souligné le travail de l'OEA par le biais de la Charte démocratique interaméricaine, qui a été adoptée en 2001 et affirme les droits à la démocratie, en insistant sur le rôle essentiel des parlements dans leurs fonctions représentatives. Dans ce contexte, il a ajouté que le Programme 2030 et les ODD nécessitent la mise en place de mesures législatives et coopératives pour assurer la tenue de trois engagements importants : la croissance économique, l'intégration sociale et la protection de l'environnement. Il a en outre mentionné l'adoption du Programme interaméricain de développement durable (PIDS), qui permettra à l'OEA d'aligner sa politique institutionnelle sur les ODD en vue d'aider ses États membres à les réaliser.

« Dans l'ensemble, les objectifs mis en évidence dans le Programme 2030 nécessitent la mise en œuvre d'une coopération législative et d'une réponse parlementaire harmonisée et actualisée ... Il vous est également demandé d'intégrer les normes définies au niveau régional aux réunions sectorielles et ministérielles. Ces conditions impliquent la recherche, la promotion et la participation à une coopération interparlementaire en vue de partager et de bénéficier mutuellement de ces informations. »



Dr. **LUIS ALMAGRO**, secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA)

Dialogue parlementaire : premiers efforts d'intégration des Objectifs de développement au sein des parlements

La session de discussion était consacrée aux présentations réalisées par les groupes de travail permanents de ParlAmericas : le Groupe des femmes parlementaires, le Réseau pour un parlement ouvert et le Réseau parlementaire sur le changement climatique, ainsi que par des délégations de tous les parlements présents. Les participant(e)s ont discuté du travail effectué autour des ODD et présenté les premiers progrès réalisés et les résultats obtenus.

Les délégations parlementaires ont présenté des rapports décrivant les politiques et législations de leurs pays respectifs encourageant ces objectifs.

Les délégué(e)s ont mis en évidence des initiatives parlementaires de mise en œuvre des mesures visant à réaliser les ODD par le biais de la mise en place de comités de supervision multipartites de ces Objectifs ou de groupes multipartites, ou de

l'utilisation de comités permanents existants à cette fin. Ils ont également mentionné les lois récemment adoptées, l'approbation législative d'allocations budgétaires, les différents programmes et politiques gouvernementales et les plans nationaux à long terme visant à éliminer la pauvreté, promouvoir une énergie propre et renouvelable et renforcer la transparence, la responsabilisation, les services de santé, la croissance économique et les systèmes juridiques. Ils ont enfin souligné l'importance de la participation citoyenne dans les processus de consultation et prises de décision autour de ces initiatives.





La session s'est ouverte sur un discours de la sénatrice **MARCELA GUERRA** (Mexique), présidente de ParlAmericas et modératrice du débat. Elle a mis en évidence les résultats obtenus par chaque groupe de travail permanent ces deux dernières années ainsi que le caractère ouvert du Programme 2030, qui vise à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. Il nous unit en nous incitant à instaurer des changements positifs en faveur des populations et de la planète, en plus d'ouvrir la voie à la paix, la prospérité, la sécurité, la coopération internationale et le renforcement des institutions, parlements et valeurs démocratiques.



La membre de l'Assemblée nationale **GINA GODOY** (Équateur), présidente du Groupe des femmes parlementaires de ParlAmericas, a souligné la manière dont les forums, sessions de travail, formations et réunions du groupe se sont alignés sur les ODD 5 et 16, en renforçant l'égalité des sexes dans le travail législatif et en sensibilisant davantage les citoyens aux défis et stratégies d'intervention visant à éliminer la discrimination et la violence à caractère sexiste. Le groupe a ainsi adopté une approche « intersectionnelle » qui reconnaît les identités plurielles et les rôles sociaux des citoyens et favorise la participation de tous dans la manière dont les parlements évaluent la législation et en contrôlent les conséquences.



Le sénateur **HERNÁN LARRAÍN** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert (RPO) de ParlAmericas, s'est à son tour exprimé au moyen d'une vidéo présentant la *Feuille de route pour la transparence parlementaire*, adoptée lors de la 1^{ère} Rencontre du RPO. Comportant des mesures encourageant la transparence, la responsabilisation, la participation citoyenne et l'éthique dans le travail parlementaire, le Sénateur a caractérisé la *Feuille de route* comme un élément cadre contribuant à l'ODD 16.



Le membre de l'Assemblée nationale **JAVIER ORTEGA** (Panama), président du Réseau parlementaire sur le changement climatique — ParlAmericas (RPCC), a ensuite présenté la mise en place d'une initiative conjointe avec Parlatino lors de la 1^{ère} Rencontre du RPCC. Le Réseau est un organe continental encourageant la coordination et la promotion des échanges de bonnes pratiques législatives visant à réduire les conséquences du changement climatique en développant des cadres juridiques sur le sujet et en travaillant en collaboration avec la société civile, entre autres mesures étroitement liées à l'ODD 13.

Optimisation de l'utilisation des technologies pour l'amélioration des communications avec les électeurs

DATE

5 décembre 2016

LIEU

Mexico, Mexique

PARTICIPANTS

21 parlementaires de 13 pays

Cette session de formation sous-régionale a été organisée en marge de l'Assemblée plénière et portait principalement sur l'utilisation des technologies pour améliorer les communications avec les électeurs. Les progrès technologiques offrent aux parlements et aux parlementaires davantage d'opportunités de mieux communiquer avec leurs électeurs et de faciliter leur participation aux processus législatifs de prise de décision. Il s'agit de l'élément clé de l'ODD 16 visant à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable ... et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. »

La formation a été animée par **Maurice McNaughton**, directeur de l'*Open Caribbean Institute* (Institut Caraïbes ouverts, traduction non officielle) et du Centre d'excellence de la *Mona School of Business* (École de gestion Mona, traduction non officielle) de l'Université des Indes Occidentales. Il a été rejoint par **Sebastián de Lara Gomís**, associé directeur de *Navegación Política* (Navigation politique, traduction non officielle) lors d'une session centrée sur les meilleures pratiques en matière d'utilisation des réseaux de médias sociaux par les parlementaires, ainsi que par

Garreth Ferguson, directeur des technologies de l'information et de la communication (TIC) du parlement de Trinité-et-Tobago, au cours d'une session consacrée à l'utilisation des TIC par les parlements en tant qu'institutions. La formation s'est terminée par une simulation d'une audience en ligne avec des organisations de la société civile via Facebook Live. Cette discussion était modérée par **Gibrán Mena**, coordinateur des communications de l'école de données chez SocialTIC, et incluait des interventions de *L'Apathie c'est plate* (Canada), *Citizens For a Better Bahamas* (Citoyens pour un meilleur Bahamas, traduction non officielle), Nord ouvert (Canada), *Transparency Institute Guyana* (Institut de transparence de la Guyane, traduction non officielle), du *Trinidad and Tobago Transparency Institute* (Institut pour la transparence de Trinité-et-Tobago, traduction non officielle) et de l'*Open Knowledge Argentina* (Connaissances ouvertes Argentine, traduction non officielle). Un rapport détaillé sur la session de formation présentant les bonnes pratiques en matière de développement de sites web parlementaires et d'utilisation d'outils de média social, de vidéo et de webcast, est accessible dans la section sur le parlement ouvert du site web de ParlAmericas.

Membre de l'Assemblée législative **RODRIGO ÁVILA** (El Salvador)



« À la suite de ma participation à la session de formation, je vais pouvoir développer l'utilisation des médias sociaux dans notre parlement et améliorer ma communication avec mes électeurs(rices). »

Sénateur, l'honorable **CHESTER HUMPHREY** (Grenade), président du Sénat



« Je suis beaucoup plus à l'aise d'utiliser les outils en ligne car j'ai une meilleure compréhension de la portée des médias sociaux ainsi que des services de plate-forme en ligne essentiels pour les parlements. »

« Cette session s'est révélée particulièrement instructive et pratique. À la suite de cette formation, je suis davantage confiante quant au développement de mes interactions dans les médias sociaux. »



Sénatrice **MOBINA JAFFER** (Canada)

« Je suis davantage conscient des défis que rencontrent les femmes parlementaires et encourage les hommes parlementaires à soutenir et défendre leurs homologues féminins. »



Sénateur **ANDRE WORRELL** (Barbade)

Objectifs de développement durable (ODD)

Les Objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble important de 17 objectifs adoptés par 193 États membres des Nations Unies afin de développer et évaluer les actions visant à éradiquer la pauvreté, pallier le changement climatique et obtenir l'égalité des sexes d'ici à l'année 2030. Ce cadre, également connu sous le nom de Programme 2030, s'appuie sur les Objectifs du millénaire pour le développement, mais s'applique autant aux pays développés qu'aux pays en cours de développement. Il est accompagné de 169 objectifs et indicateurs quantitatifs et qualitatifs associés permettant d'évaluer les progrès réalisés. ParlAmericas travaille avec ses parlements membres pour soutenir la réalisation des ODD par le biais de programmes de priorités communes à l'hémisphère, actuellement centrées sur l'égalité des sexes, le changement climatique et la mise en place d'un parlement ouvert. Ces priorités sont résumées à la droite et également détaillées dans un [document séparé](#).



ParlAmericas et le Groupe des femmes parlementaires contribuent à la réalisation de l'ODD 5 (visant l'autonomisation des femmes et des filles) par le biais d'activités favorisant le leadership politique féminin, la parité hommes-femmes au sein des pratiques parlementaires et l'implication des femmes et des groupes minoritaires dans les prises de décisions législatives.



ParlAmericas et le Réseau pour un parlement ouvert participent à la réalisation de l'ODD 16 (centré sur la mise en place d'institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous) par le biais de la *Feuille de route pour la transparence parlementaire* et d'activités correspondantes qui encouragent les pratiques institutionnelles améliorant la transparence, la responsabilisation, la participation citoyenne et l'éthique dans le travail parlementaire.



Grâce à la mise en œuvre du Réseau parlementaire sur le changement climatique, ParlAmericas contribue également à la réalisation de l'ODD 13 (centré sur la lutte contre les changements climatiques). Pour ce faire, les parlements préconisent une énergie propre au coût abordable (ODD 7), la mise en place de villes et communautés durables (ODD 11) et une vie aquatique (ODD 14) comme une vie terrestre (ODD 15) durables.



« Il a été proposé qu'un groupe de travail législatif soit formé pour démarrer la mise en œuvre des ODD dans notre pays ..., une proposition approuvée par le Conseil d'administration du Sénat mexicain. »



Sénatrice **LAURA ROJAS**
(Mexique)

« Trinité-et-Tobago a adopté une Stratégie nationale de développement (SND) qui ... constitue le point de départ et ouvre la voie à l'obtention du statut de pays développé en fournissant un cadre de développement socio-économique à l'horizon 2030. »



Membre de la Chambre des représentants, l'honorable **BRIGID ANNISSETTE-GEORGE** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

AVIS : Les interventions ont commencé par le parlement hôte, puis dans l'ordre alphabétique.

« Par résolution administrative, l'exécutif [de la Chambre] a nommé un groupe de législateurs(rices) de l'Assemblée nationale pour encourager la mise en œuvre des Objectifs de développement durable ... (Le groupe sera chargé) de la définition des priorités, de l'organisation d'activités et de la bonne orientation des cadres et des ressources nécessaires en vue de la réalisation de ces objectifs. »



Députée **MARTHA MARINA GONZÁLEZ**
(Nicaragua), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

« Deux réunions de consultation parlementaires ont été organisées au parlement, où des membres du public ont été invités à partager leurs opinions sur les projets de loi, en vue de promouvoir la participation citoyenne. Leurs recommandations et préoccupations ont été prises en compte et les projets de loi ont désormais été adoptés. »



Sénatrice **MAUREEN PAYNE** (Antigua-et-Barbuda)

« En ce qui concerne l'ODD 16, centré sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives, le parlement a offert son assistance en conférant à l'Exécutif le pouvoir de créer une Autorité nationale pour la transparence et l'accès à l'information publique, qui devrait devenir un pilier essentiel dans la lutte contre la corruption. »



Membre du Congrès **ANA MARÍA CHOQUEHUANCA**
(Pérou)

« Un Profil-pays de vulnérabilité-résilience sera développé avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (United Nations Department of Economic and Social Affairs, DAES) et sera centré sur une approche stratégique en faveur d'une croissance à l'épreuve des changements climatiques. »



Sénateur, l'honorable **ANDY DANIEL** (Sainte-Lucie), président du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

« D'importantes mesures ont été prises pour renforcer les institutions [gouvernementales] et notre parlement a mis en place des actions spécifiques visant à garantir la mise en œuvre des ODD de manière générale ... Nous avons adopté une loi en vue d'assurer l'accès de tous les citoyens aux soins de santé ..., d'inclure des ressources renouvelables dans notre mélange énergétique et de faciliter le commerce au Suriname. »



Membre de l'Assemblée nationale **SHRIE SEAMIDIN**
(Suriname)

« Au Venezuela, nous avons créé une commission visant à moderniser l'Assemblée nationale ... à partir du Programme 2030 établi et des lignes directrices définies par ParlAmericas. »



Députée **DELSA SOLÓRZANO** (Venezuela)

« Un élément que notre pays a réalisé est d'appréhender la mise en œuvre des Objectifs de développement durable d'un point de vue national en intégrant le Plan national de développement à l'horizon 2040 ..., une initiative conjointe entre le gouvernement et la société civile. »



Sénatrice **ROBYN LYNES**
(Bahamas)

« La série d'instruments que nous avons lancée avec l'Union interparlementaire (UIP) cherche [en premier lieu] à évaluer la durabilité de nos parlements en vue de nous engager à atteindre les ODD et, en second lieu, à déterminer les mécanismes et stratégies à développer pour réaliser ces objectifs. »



Sénatrice **BLANCA ALCALÁ** (Mexique),
présidente du
Parlatino

« Nous sommes sur le point d'approuver un accord parlementaire garantissant le rôle fondamental et actif des membres de notre parlement dans ce que nous appelons l'engagement parlementaire envers les ODD. Ce dernier est mis en œuvre par le biais du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'Observatoire parlementaire. »



Députée **MARGARITA STOLBIZER** (Argentine),
membre du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« Le Canada voit les ODD comme une chance de prendre des mesures concrètes afin de devenir l'un des pays les plus verts au monde et d'améliorer la qualité de vie des citoyens. »



Député, l'honorable **ROBERT D. NAULT** (Canada),
membre du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« Notre pays est prêt à concevoir et mettre en œuvre des politiques sur la réduction des effets du changement climatique. Un bureau spécial, en coordination avec la présidence, a été mis en place à cet effet. »



Sénateur **MACARIO COY**
(Belize)

« Les éléments les plus remarquables sont les initiatives en matière de transparence, d'accès à l'information, de responsabilisation et de représentation participative et inclusive, orientées vers la réalisation de l'ODD 16, qui porte sur le développement d'institutions inclusives, efficaces et responsables. »



Membre de la Chambre
des députés **CLAUDIA NOGUEIRA** (Chili), vice-présidente du
Groupe des femmes parlementaires de
ParlAmericas

« Nous avons déjà approuvé le budget national pour l'année 2017. Ce budget est transversal, [tout comme] la question du changement climatique. [Il] inclut [le changement climatique], des services de base aux hydrocarbures à valeur ajoutée. »



Députée **ROMINA PÉREZ**
(Bolivie)

« Cinq piliers seront présentés au congrès [en ce qui concerne le processus de paix] : la réforme rurale globale, ... la participation politique, ... la promotion de la coexistence avec des conditions d'égalité ..., la justice transitionnelle, ... et le renoncement à l'armement et à la réinsertion civile ... Ces cinq éléments seront mis en œuvre dans le pays par le biais de forums et d'assemblées. »



Représentant **GERMÁN BLANCO** (Colombie), 1^{er}
vice-président de ParlAmericas (sortant)

« Nous avons travaillé en coordination avec l'Exécutif, modifié nos lois, promulgué des décrets [et] fait des compromis. [Cette coordination] a permis d'inscrire ces actions dans le Plan national de développement, centré sur les principaux piliers suivants : un parlement ouvert, ... la transparence, la responsabilisation et l'accès à l'information publique, ... la participation citoyenne, ... la représentation inclusive et participative, ... l'égalité des sexes et l'équité. »

 Députée **LIGIA FALLAS**
(Costa Rica), membre
du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« [Nous avons encouragé] la prévention de la corruption. Pour ce faire, nous avons mis en place ce qui sera une commission pour l'intégrité dans la vie publique. »

 Sénateur, l'honorable
CHESTER HUMPHREY
(Grenade), président du Sénat

« Nous avons développé un [projet de] Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030. Ses composantes stratégiques sont en lien avec les ODD : développement sur le plan humain, équité et justice sociale, ressources naturelles et environnement, potentiel humain, sciences et technologies, gouvernement socialiste et efficace, transformation productive et participation internationale et infrastructure. »

 Députée **GLADYS LÓPEZ BEJERANO** (Cuba),
membre du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« [Plusieurs] initiatives de loi en lien avec les Objectifs de développement durable ont été approuvées, parmi lesquelles la loi sur le développement durable, le décret 7 de la Loi cadre sur le changement climatique et la ratification de l'Accord de Paris. »

 Député **LUIS CONTRERAS**
(Guatemala)

« Des efforts conscients ont été réalisés en ce qui concerne la présence des femmes dans la fonction publique en vue de développer leur participation au plus haut niveau de gouvernance, de pouvoir et de prise de décision. Le nombre de femmes parlementaires en Dominique a considérablement augmenté, en passant de 3 (sur 32) lors de la dernière législature à 7 pour le mandat en cours. »

 Représentante **DENISE CHARLES** (Dominique)

« Vision 2030 Jamaïque est une feuille de route stratégique visant à guider le pays vers la réalisation de ses objectifs de développement durable et de prospérité d'ici à 2030. Elle est également conforme au modèle de développement inclusif des Nations Unies, qui intègre les normes et principes des droits de l'homme, à savoir la participation, la non-discrimination et la responsabilisation. »

 Sénatrice **SAPHIRE LONGMORE** (Jamaïque),
membre du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« L'Équateur connaît actuellement une période de transformation profonde et rapide communément appelée révolution citoyenne, qui a pour principe de donner la priorité à l'être humain par rapport au capital. La constitution approuvée en 2008 garantit les droits et sert de guide dans la transformation de l'Équateur. Elle est l'outil qui va nous permettre d'atteindre les ODD. »

 Membre de l'Assemblée nationale **OCTAVIO VILLACRESES** (Équateur), membre
du Conseil d'administration de
ParlAmericas

« 525 décrets ont été approuvés en faveur du développement du pays, et 33 d'entre eux sont des lois ... Pour le domaine financier, la loi sur la signature électronique a été adoptée et renforce la santé publique en agissant sur les dossiers médicaux des patients, dans le secteur privé comme public. »

 Député **RODRIGO ÁVILA**
(El Salvador)

Indicateurs et mécanismes de surveillance et d'évaluation des ODD

MODÉRATEUR

Sénateur **José Antonio Olvera** (Mexique), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

INTERVENANTS

Luis Fidel Yáñez, agent responsable du Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), **Livia Bizikova**, directrice des connaissances pour les décisions intégrées à l'Institut international du développement durable (IIDD), et **Javier González**, directeur de la gouvernance démocratique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Mexique.

Cette session était consacrée aux ODD et à leurs indicateurs respectifs, aux défis associés à la supervision et à l'évaluation des progrès vers la réalisation de ces objectifs et aux contributions relatives que les parlements pourraient apporter.

Luis Fidel Yáñez a insisté sur le fait que les 17 ODD présentent 169 objectifs et seront évalués à l'aide de 231 indicateurs de suivi, en indiquant que ces derniers sont toujours en cours de préparation pour leur approbation en mars 2017. Il a également souligné le caractère évolutif, profond et participatif du Programme 2030, développé avec la participation d'acteurs extérieurs aux gouvernements nationaux.

Pour sa part, Livia Bizikova a affirmé que la traduction de ces indicateurs en vue de les utiliser au niveau national est essentielle à la mesure et l'évaluation des progrès réalisés et que les indicateurs existants peuvent parfois permettre d'évaluer les progrès des ODD ne disposant pas encore de leurs propres dispositifs de mesure. Elle a également mentionné le processus de Revues nationales volontaires, source importante d'informations sur la mise en œuvre et les indicateurs.

Enfin, Javier González a mis en évidence les cinq domaines dans lesquels les parlements peuvent jouer un rôle actif et permanent dans la supervision des ODD : par la mise en place de comités spéciaux sur les ODD, par le développement, l'évaluation et l'adoption de lois, par la supervision des progrès par des comités spéciaux et ordinaires, par la promotion de la sensibilisation du public et de débats et par l'approbation de l'allocation des ressources budgétaires correspondantes.

« La conception du Programme 2030 a été d'un genre unique : des années de consultations et de recherches au niveau national pour mettre au point un programme détaillé. Il reconnaît également le rôle des différents acteurs autres que les gouvernements nationaux et la mise en place de procédures pour sa supervision et son évaluation. »

LUIS FIDEL YÁÑEZ, agent responsable du Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)



LIVIA BIZIKOVA, directrice des connaissances pour les décisions intégrées à l'Institut international du développement durable (IIDD)

« Si nous souhaitons réellement mettre en œuvre les ODD, il est essentiel que nous utilisions les indicateurs appropriés et les mettions en œuvre sur le plan national, afin que nous puissions observer la manière dont nous progressons dans la lutte contre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux. »

« Le caractère participatif de la création, conception et négociation du Programme 2030 a joué un rôle fondamental, et nous n'en attendons pas moins pour la phase de mise en œuvre. La participation publique et inclusive est essentielle, et il s'agit d'un aspect que les législatures peuvent encourager en incluant la participation citoyenne aux plans nationaux de développement, par le biais de l'implication d'acteurs locaux et en organisant des audiences publiques dans le cadre de la supervision et de l'évaluation des activités. »



JAVIER GONZÁLEZ, directeur de la gouvernance démocratique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Mexique

Débat sur les pratiques inclusives, participatives et représentatives en matière de prise de décision

Une table ronde a été consacrée aux mesures susceptibles d'être prises pour renforcer les capacités des parlements en matière de prise de décision inclusive, participative et représentative, élément central pour la réalisation de l'ODD 16 et s'aligner sur les engagements définis dans la *Feuille de route pour la transparence parlementaire* de ParlAmericas. Cette session a été animée par **Keila González**, directrice résidente de l'Institut national démocratique (NDI, selon le sigle anglais) au Mexique, et était consacrée aux stratégies visant à promouvoir la participation citoyenne et l'intégration de groupes sous-représentés dans

les prises de décisions législatives. Ces stratégies incluent des programmes d'éducation civique, des ateliers organisés par la société civile, des consultations législatives et des audiences publiques. Les parlementaires ont également étudié les opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information pour la communication (TIC) avec les citoyen(ne)s. Keila González a souligné que l'organisation de consultations avec les citoyens et la société civile suscite l'attente de la prise en compte des opinions émises par le parlement. Il est par conséquent essentiel que ces procédures consultatives incluent la volonté de prendre en compte et d'intégrer les informations collectées au cours des activités législatives.

Avant de conclure l'Assemblée plénière, la membre de la Chambre des députés **Marcela González Salas** (Mexique) a lu la déclaration d'engagement optée par les délégations participantes et centrée sur la réalisation et la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030.

Résultats des élections

Avant la conclusion de l'Assemblée plénière, les résultats des élections à différentes fonctions du Conseil d'administration de ParlAmericas et du Comité exécutif du Groupe des femmes parlementaires ont été annoncés. La sénatrice **Marcela Guerra** (Mexique) a été réélue au poste de présidente de ParlAmericas et le député, l'honorable **Robert D. Nault** (Canada) a été élu au poste de vice-président. Plusieurs postes sous-régionaux vacants dans le Conseil d'administration ont également été attribués, grâce à l'élection des parlements du Canada et du Mexique pour l'Amérique du Nord, du Nicaragua pour l'Amérique centrale, de la Jamaïque et de Trinité-et-Tobago pour les Caraïbes et du Chili et de l'Équateur pour l'Amérique du Sud. La membre de la Chambre des députés **Claudia Nogueira** (Chili) et la sénatrice **Mobina Jaffer** (Canada) ont été toutes deux respectivement réélue et élue en tant que vice-présidentes du Groupe des femmes parlementaires. Il a également été annoncé que la Colombie serait l'hôte de l'Assemblée plénière de ParlAmericas pour l'année 2017. Une liste complète des parlementaires et des pays représentés au Conseil d'administration de ParlAmericas est disponible à la page 9 de ce rapport.



15^e anniversaire de ParlAmericas

ParlAmericas a célébré son 15^e anniversaire par une campagne photographique reconnaissant le travail de l'organisation dans le renforcement des processus et systèmes démocratiques dans les Amériques et les Caraïbes.

« Je suis heureuse de reconnaître la croissance de ParlAmericas par le biais de ses différentes plates-formes, dont le Groupe des femmes parlementaires, le Réseau pour un parlement ouvert et le Réseau parlementaire sur le changement climatique. Nous les encourageons alors à élaborer des politiques que nos pays respectifs peuvent mettre en œuvre afin d'accompagner l'importante contribution de notre forum ParlAmericas ... Je vous invite à célébrer ensemble les 15 ans de ParlAmericas. »



Membre de la Chambre des députés **MARGARITA STOLBIZER** (Argentine), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas et présidente fondatrice du Groupe des femmes parlementaires

« En tant que président sortant de cette organisation, j'ai pu constater de première main la valeur inestimable de l'interaction et du partage d'expériences que nous encourageons par le biais de notre travail, et leur impact sur le renforcement de celui de nos parlements ... C'est la raison pour laquelle je me tiens aujourd'hui devant vous, confiant que lorsque nous nous rassemblerons à nouveau pour célébrer les 30 ans de ParlAmericas, nous serons très fiers de notre contribution législative à la réalisation du Programme 2030. »



Député **RANDY HOBBACK** (Canada), président sortant de ParlAmericas



ACTIVITÉS ET FINANCES

Les activités et opérations de ParlAmericas pour l'exercice financier 2016 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres et du Département des affaires mondiales du Gouvernement du Canada.

REMARQUE : les contributions en nature sont calculées uniquement lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable ou si des pièces justificatives sont fournies par les parlements membres. Le montant indiqué n'est pas une représentation exacte de la valeur totale du soutien en nature des parlements à l'organisation d'activités dans le cadre des opérations de ParlAmericas.

SOURCE : États financiers annuels vérifiés de ParlAmericas, septembre 2016

CONTRIBUTIONS

Total : \$3,656,145

Contributions en nature des membres

\$118,202

3%

Contributions des membres

\$193,122

5%

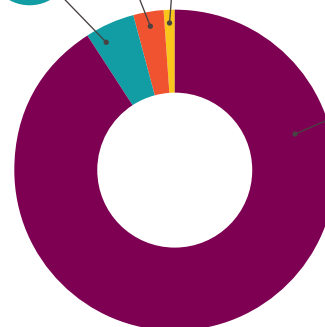
Intérêts acquis

\$1,416

1%

Projets financés
par les donateurs
\$3,343,405

92%



DÉPENSES

Total : \$3,411,766

Mise en œuvre de projets

\$2,569,801

76%

Personnel

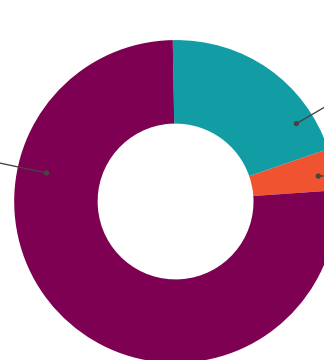
\$684,827

20%

Coûts d'exploitation

\$157,138

4%



* Dollars canadiens

**Merci pour votre contribution à ParlAmericas en 2016.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant !**

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

ALISHA TODD

EILISH ELLIOTT

LOURDES LI-SMITH

ÁLVARO TERÁN

EMILIE LEMIEUX

MATEUSZ TRYBOWSKI

ANABELLA ZAVAGNO

JACK MELAMED

NATALÍ CASANOVA

DEBORAH NOVAES

LISANE THIRSK

THAÏS MARTÍN NAVAS



Secrétariat international de ParlAmericas

710 - 150 Wellington St, Ottawa, Ontario, K1P 5A4, Canada

Téléphone : + 1 (613) 594-5222 | Télécopieur : + 1 (613) 594-4766

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

